

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

toute nue est qu'on ne saurait tout faire à la fois, ne disposant tout simplement pas des ressources nécessaires.» Dans ce budget les dépenses étaient en hausse de 15 p. 100, et le déficit est passé à 1,8 milliard.

Passons à février 1973. Revenus au pouvoir dans un gouvernement minoritaire, les libéraux avaient besoin de l'appui parlementaire des néo-démocrates. Le ministre des Finances a dit: «Le fait de réduire les impôts au lieu d'augmenter les dépenses traduit la détermination du gouvernement de comprimer ses dépenses.» Effectivement il a réduit les impôts des particuliers, qui ont baissé d'environ 1,3 milliard. Mais les compressions de dépenses? Dans l'année financière 1973-1974, les dépenses ont augmenté de 17 p. 100.

Le 6 mai 1974 est venu un nouveau budget préélectoral. Pendant l'année financière 1974-1975, les dépenses ont augmenté de 28 p. 100. Les recettes ont de nouveau baissé. La taxe de vente a été abolie sur les matériaux de construction. Les crédits d'impôts des particuliers ont augmenté. L'exemption de 1 000\$ sur le revenu provenant d'intérêts a été adoptée. Le ministre des Finances de l'époque (M. Turner) a dit qu'il maintiendrait le déficit au même niveau à peu près, pour combattre l'inflation, déficit qui dépassait les 2 milliards.

Passons à juin 1975. Le ministre des Finances a déclaré: «Le gouvernement a l'intention de donner l'exemple de la modération à cet égard par un contrôle sévère de son activité et de ses programmes.» L'inflation accusait un taux de 10 p. 100. Du fait de l'indexation, les recettes de l'État n'ont augmenté que de 8 p. 100 alors que ses dépenses avaient augmenté de 20 p. 100. Le déficit était passé de 2 milliards à 5,7 milliards en un an seulement. Il avait presque triplé.

En mai 1976, après l'adoption du contrôle des prix et des salaires, le ministre des Finances Macdonald a dit: «Pour tenir compte du sentiment largement répandu chez les Canadiens que les circonstances actuelles exigent une modération des dépenses publiques, le gouvernement a déclaré que l'ensemble des dépenses publiques canadiennes n'augmenteraient pas plus rapidement que le produit national brut.» Les sommes versées en intérêts s'établissaient à 5,5 milliards dans le budget de mars 1977. C'était la moitié à peu près du déficit de 10,4 milliards.

Passons au dernier budget du ministre, lorsqu'il déclarait au Parlement: «Depuis un certain temps, notre politique a entraîné un déficit notable. La reprise économique devrait se traduire par une réduction du déficit.» Cette déclaration a été faite en 1977, il y a environ 12 ans.

Passons à avril 1978. C'était le premier budget de Jean Chrétien. Les dépenses ont augmenté de 10 p. 100. Le ministre des Finances disait alors: «Nous avons tous pris

l'habitude de trop attendre de l'économie. Les gouvernements ont augmenté leurs dépenses trop rapidement. . . Depuis lors les dépenses publiques à de tous les niveaux ont été reprises en main.» Puis nous arrivons au budget de décembre 1979. L'augmentation des dépenses était réduite à 8 p. 100. Pourquoi cette réduction? Parce que c'était le budget proposé par le ministre des Finances Crosbie. Il fallait souffrir dans l'immédiat pour s'assurer un avenir meilleur. Le ministre des Finances conservateur a déclaré à cette époque-là: «Une limitation draconienne des dépenses du gouvernement constitue l'élément le plus important de notre plan visant à réduire le déficit.» C'était le budget qui contenait l'augmentation de 19 cents le gallon. Après ces élections, il y a eu l'apparition du litre. En moins d'un an, le prix de l'essence a augmenté de 60 à 70 cents le gallon.

• (1240)

Le 28 octobre 1980, le premier budget d'Allan MacEachen contenait le sensationnel Programme énergétique national. Les intérêts s'élevaient à 10,7 milliards de dollars et représentaient les trois quarts du déficit annuel de 13,5 milliards de dollars. Le ministre des Finances a déclaré: «Les intérêts que nous devons payer sur la dette publique constituent un poste important du budget. Nous devons ralentir l'augmentation de ces intérêts. C'est une des raisons pour lesquelles je suis décidé à réduire le déficit.» Un an après que les conservateurs eurent adopté un taux de dépenses de 8 p. 100 et qu'il eut lui-même annoncé qu'il allait réduire le déficit, le ministre des Finances, M. MacEachen, a proposé une augmentation des dépenses de quelque 17 p. 100 pour l'année financière 1980-1981. C'était particulièrement ironique, parce qu'il avait dit qu'il contrôlerait strictement le taux d'augmentation des dépenses du gouvernement.

Nous arrivons maintenant à novembre 1981. Encore une fois, le ministre des Finances a prédit que le déficit cette année-là serait bien inférieur, 10 milliards de dollars au lieu de 11 milliards de dollars l'année précédente. A la fin de l'année financière, le déficit avait presque atteint 15 milliards de dollars.

En juin 1982, le gouvernement a déclaré: «Il n'est pas raisonnable que le gouvernement augmente le déficit. Il doit redistribuer les ressources. Le dernier budget a mis en place un système de recettes et de dépenses qui, lorsque la relance économique sera complètement réalisée, devrait réduire graduellement le déficit.» Au cours de cette année financière, le déficit a presque doublé et est passé à 27,8 milliards de dollars.

Le 7 novembre 1984, les conservateurs ont été élus. En septembre, nous avons hérité d'un déficit de 38,3 milliards de dollars, d'une dette nationale de 199 milliards